



# 24 juin 2010 :

## Appel à une nouvelle journée de mobilisation

> **LES ORGANISATIONS SYNDICALES** citées ci-dessous, après le succès de la journée du 27 et les déclarations gouvernementales, appellent à une nouvelle journée d'action le 24 juin qui doit être considérées comme une pression vis-à-vis du gouvernement.

**Alors mobilisons-nous, montrons une forte opposition au projet de loi sur les retraites. En nous taisant, nous cautionnons ce projet de loi.**



Communiqué commun CFDT, CGT,  
FSU, Solidaires, **UNSA**

*Les organisations syndicales CFDT, CFTC (\*), CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le lundi 31 mai 2010 pour faire l'analyse de la journée de mobilisation du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites et pour envisager les suites.*

*Elles portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.*

*Les organisations syndicales rappellent que :*

- *la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;*
- *la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;*
- *la question des nouvelles ressources reste pleine et entière ;*
- *la situation de l'emploi se dégrade, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.*

*Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.*

*Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable.*

*Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !*

*Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 18 juin. L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affinera ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.*

*Elles décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin 2010.*



**Menaces sur les retraites:  
des raisons pressantes d'agir  
le 24 juin**

La fédération UNSA Éducation est indignée par l'attitude gouvernementale qui consiste à remettre en cause, en catimini, la règle de calcul « des six mois » pour les pensions des fonctionnaires pour la remplacer par un calcul basé sur les dix dernières années.

La mesure, que le gouvernement souhaite mettre en œuvre dès 2011, amputera le montant des pensions. Elle constitue une remise en cause de la conception républicaine d'une fonction publique statutaire dont la pension, calculée sur le traitement indiciaire hors primes et indemnités, prend en compte l'évolution progressive des carrières et une moindre rémunération, notamment aux niveaux plus élevés, par rapport au secteur privé à niveau de qualification égale.

La mesure envisagée, au-delà de ses incidences négatives sur le niveau des pensions, constitue une attaque directe contre le système de fonction publique de carrière qui garantit la pérennité et la neutralité de l'exercice des missions de service public par des personnels qualifiés ayant fait le choix, après concours, de servir durablement l'État, les collectivités territoriales ou l'Hôpital public. Sur cette question majeure, la fédération UNSA Éducation, notamment dans le cadre de l'UNSA et de l'UNSA Fonction publique, conduira dans la durée le combat déterminé qui s'impose.

D'ores et déjà, elle appelle les personnels de l'éducation, de la recherche et de la culture à participer massivement à la mobilisation du 24 juin prochain et dépose un préavis de grève à cet effet.